

# Les missions du Médiateur fédéral

## Que fait le Médiateur fédéral pour les lanceurs d'alerte ?

Jérôme Aass – Médiateur fédéral

EBP – Congrès de la fonction publique –  
Bruxelles - 25 Mai 2023



le Médiateur  
fédéral



# 1. Introduction

**Les compétences du Médiateur  
fédéral**



le Médiateur  
fédéral

# A propos du Médiateur fédéral

- 2 médiateurs : David Baele (N) et Jérôme Aass (F)
- Une équipe de  $\pm$  50 personnes
- Institution parlementaire indépendante depuis + de 25 ans
- Point de contact naturel pour les citoyens en difficultés
- Centre de référence en matière de bonne administration



# Compétences

---

Classique – les plaintes	Intégrité – les signalements
Loi du 22/03/1995	Loi du 28/11/2022 et loi 8/12/2022
Plaintes : conciliation => solution	Signalements : constatations => preuves
Citoyens	Fonctionnaires fédéraux + autres relations de travail
Intérêt personnel	Intérêt général

- Impartialité et indépendance
  - Moyens d'enquête
  - Secret professionnel
- Recommandations - rapports



# Compétence classique

---

- Plaintes/problèmes → solutions
- Service gratuit
- 6062 plaintes et 2259 demandes d'information en 2022
- ± 9000 appels téléphoniques
- 2 plaintes sur 3 traitées endéans les 3 mois
- Résultat positif dans 83,5 %





# Quels problèmes ?

---



Sandrine a perdu son emploi et attendait ses allocations de chômage



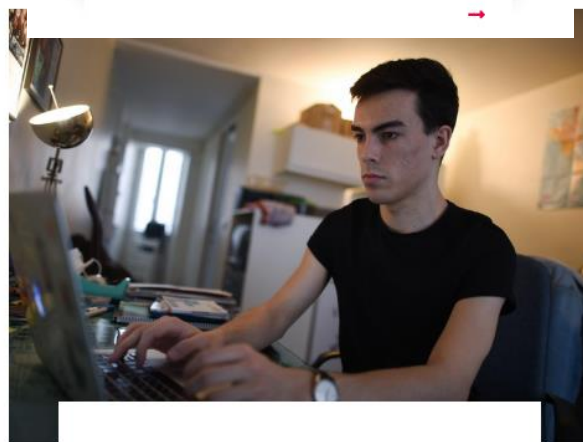
Samira ne pouvait pas payer son impôt immédiatement



Paul n'avait pas reçu sa nouvelle plaque d'immatriculation



Anne et Sacha ne peuvent se revoir en raison des restrictions de voyage



La douane a endommagé le colis de Tom



Sara a reçu une amende car elle n'a pas voulu donner deux fois la même information



# Quels problèmes ?

---

- Sécurité sociale : allocations de chômage, personnes handicapées, cotisations sociales des indépendants...
- Fiscalité : erreur dans l'impôt, plan de paiement...
- Asile/migration : visa, regroupement familial...
- Plaintes de fonctionnaires
- Intégrité : fraude, irrégularité marché public, abus de biens



## 2. Que fait le Médiateur fédéral pour les lanceurs d'alerte ?



le Médiateur  
fédéral



# En tant que canal externe pour le secteur public

Loi du 8 décembre 2022

---

**Source** : Loi du 15 septembre 2013 - création du Centre Intégrité

**Extension** de la loi du 15 septembre 2013 -> **non-régression**

- Point d'information indépendant
- Réception des signalements d'atteintes supposées à l'intégrité dans le secteur public fédéral
- Recevabilité et présomption raisonnable
- Enquête sur le fond
- Protection





# La procédure de signalement

Secteur public fédéral



le Médiateur  
fédéral

# Champ d'application matériel

---

Une atteinte à l'intégrité

**EST :**

1° L'exécution ou l'omission d'un acte qui menace ou porte atteinte à l'**intérêt général**, et qui :

- a) constitue une **infraction** aux dispositions européennes directement applicables, aux lois, arrêtés, circulaires, règles internes et procédures internes qui sont applicables aux autorités administratives fédérales et aux membres de leur personnel; et/ou
- b) **implique un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité** des personnes ou pour l'environnement; et/ou
- c) témoigne d'un **manquement grave aux obligations professionnelles** ou d'un cas grave de **mauvaise gestion** d'un organisme public fédéral ;

2° le fait **d'ordonner ou de conseiller** à une personne de commettre une atteinte à l'intégrité telle que visée au 1°.

**N'EST PAS :** harcèlement moral et discrimination



# Champ d'application personnel

---

## Qui peut faire un signalement ?

- **Toute personne** qui a connaissance d'informations concernant une potentielle atteinte à l'intégrité **dans le contexte professionnel d'un organisme public fédéral**
- **Signalement anonyme**

## Organismes du secteur public fédéral

- Services publics fédéraux
- Organes stratégiques
- Toute autre instance ou service qui dépend du secteur public fédéral et n'appartient pas au secteur privé





# Canal de signalement interne

---

## Qui

- (au minimum) pour les **membres du personnel**
- **Pas de système de cascade**

## Quoi

- personne ou service interne ou tiers recevant le signalement
- personne ou service interne assurant le suivi du signalement
- Audit fédéral interne : pour les organes stratégiques et les autorités administratives fédérales qui n'ont pas mis en place un canal interne



# Canal de signalement interne

---

## Tâches

- Fournir l'information
- Permettre le signalement par écrit ou oralement
- Accusé de réception - 7 jours
- Donner du feedback au lanceur d'alerte dans un délai maximum de 3 mois
- Traitement **sécurisé**
- **Confidentialité** de l'auteur du signalement et des autres concernés



# Canal de signalement externe

---

**Médiateur fédéral** – sauf si concerne :

- Police = Comité P
- Renseignements et sécurité = Comité R
- Ordre judiciaire

**Tâches :**

- **Inform**er sur l'application de la loi
- **Recevoir** les signalements
- **Suivre** les signalements
- Article 29 - Code d'instruction criminelle + Loi du 08/12/2022 -> **Parquet**
- Donner du **feedback** au lanceur d'alerte dans un délai raisonnable
- Informer des **résultats de l'enquête**
- **Protéger**



# Divulgence publique

---

Divulgence publique **indirecte** :

- Après signalement (interne et) externe sans mesure appropriée dans les délais

Divulgence publique **directe** :

- Danger imminent ou manifeste pour l'intérêt public
- Risque de représailles / peu de chance qu'il soit remédié à la violation







# La protection

## Au sens large



le Médiateur  
fédéral

# Protection contre les représailles

---

**Toute forme** de (menaces de) représailles

## Qui

- le lanceur d'alerte, les personnes tierces liées à l'auteur du signalement, les facilitateurs, les entités juridiques appartenant à l'auteur de signalement, personnes ayant collaboré à l'enquête + le conseiller

## Période

- à partir du signalement pour une durée indéterminée
- à partir de l'association à l'enquête

## La protection s'arrête

- en cas d'implication du lanceur d'alerte dans l'atteinte à l'intégrité
- en cas de fausses informations fournies **sciemment** par le lanceur d'alerte
- en cas d'informations injustes et incomplètes fournies **sciemment** par la personne associée à l'enquête



# Procédure de protection

---

Mesure provisoire : **suspension** immédiate des représailles préjudiciables

## Procédure **extrajudiciaire**

- La personne protégée introduit une **plainte motivée** auprès d'un canal de signalement externe
- **Renversement de la charge de la preuve**
- L'organisme public fédéral rédige un rapport écrit
- En cas de soupçon raisonnable de représailles : proposition de **correction** ou de **compensation**
- Si la proposition n'est pas acceptée : recommandation au ministre

## Procédure **judiciaire**

- Toujours possible
- Surtout si la recommandation n'est pas suivie



# L'affectation temporaire en guise de protection

---

## Quoi

- Affectation temporaire dans un autre service
- Affectation temporaire dans un autre organisme public

## Qui

- Le lanceur d'alerte ou une personne protégée membre du personnel de l'administration fédérale
- Après avis favorable du canal de signalement externe

## Durée

- 12 mois – renouvelable 2 fois





# Les mesures de soutien

---

## IFDH - Institut fédéral pour la Protection et la Promotion des Droits Humains

- Point d'information central au niveau fédéral
- Assistance et information juridiques
- Assistance financière dans le cadre des procédures judiciaire, sous certaines conditions
- Aide sociale
- Soutien psychologique
- Soutien dans la gestion des médias
- Soutien technique (informatique)



# Sanctions

---

## Qui

Pour l'organisme public fédéral, les membres du personnel et toute autre personne physique ou morale

Pour le lanceur d'alerte

## Quoi

Sanction disciplinaire ou pénale

## En raison de

- **Entrave** ou tentative d'entrave **du signalement**
- **Représailles exercées** contre le lanceur d'alerte et les autres personnes collaborant à l'enquête
- **Procédures** inutiles ou **vexatoires** à l'encontre du lanceur d'alerte ou
- **Violation de la confidentialité** de l'identité du lanceur d'alerte





# Centre Intégrité

## 2014 - 2022



le Médiateur  
fédéral

# Signalements – 2014-2022

---

## 117 signalements

- 62 signalements examinés sur le fond
- 51 non recevables
- 4 signalements interrompus

## Nature des signalements

- Fraude lors de recrutement et de promotion
- Utilisation abusive des ressources de l'organisme
- Conflits d'intérêts
- Fraude en matière de passation de marchés
- Violations de la vie privée



# La protection dans la pratique

---

## Chiffres relatifs à la protection pour 2014 - 2022

- 612 statuts de protection (62 lanceurs d'alerte – 531 témoins – 16 conseillers)
- **14 dossiers de protection ouverts**
- **5 procédures de protection extrajudiciaire sur le fond**





# Conclusion

---

- Indépendance, expertise et moyens d'enquête
- Importance du signalement externe
  - Dossiers de grande envergure
  - Risques de représailles
  - Inaction de l'organisation
- Lois de transposition fortes et protectrices
- Défi du secteur privé



# Questions ? Merci !

0800 99 961  
contact@mediateurfederal.be - integrite@mediateurfederal.be  
www.mediateurfederal.be